



MUNICIPALITÉ DE PRANGINS

AU CONSEIL COMMUNAL DE PRANGINS

Préavis No 11/86

Concerne : Nouveau règlement communal sur les inhumations, les incinérations et le cimetière - Nouveau tarif du service des inhumations et du cimetière.

Municipal responsable : M. Heinrich SCHWEGLER

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les Conseillers,

Le règlement communal pour le cimetière en vigueur date de 1971 et n'est plus tellement d'actualité. Pour cette raison, la Municipalité a jugé bon de le mettre à jour et de le compléter.

Les chapitres 1, 2 et 3 du nouveau règlement prévoient l'organisation des services funèbres. Pour les convois funèbres, la Commune de Prangins est liée actuellement par une convention passée avec les Pompes Funèbres Générales.

Le chapitre 4 rappelle les obligations de la Commune concernant les inhumations et les incinérations, conformément à la législation cantonale en vigueur.

Les chapitres 5, 6, 7 et 8 traitent de l'ensemble des prescriptions qui se réfèrent au cimetière.

Les concessions. L'ancien règlement prévoyait une durée de 60 ans pour celles-ci ou même de 99 ans pour les caveaux de famille. Dans le nouveau règlement, il est prévu une durée de 30 ans, renouvelable à l'échéance pour une nouvelle durée de 30 ans. Ces dispositions sont appliquées par la plupart des communes, ceci pour des raisons de place principalement.

Les taxes ont été revues et adaptées.

Ce nouveau règlement communal sur les inhumations, les incinérations et le cimetière, a été adopté par la Municipalité dans sa séance du 11 août 1986 après avoir été présenté, pour examen préalable, au Département de l'Intérieur et de la Santé publique, Service de la santé publique et de la planification sanitaire.

Il entrera en vigueur dès son approbation par le Conseil d'Etat.

Au vu de ce qui précède, la Municipalité prie le Conseil communal de bien vouloir prendre les décisions suivantes :

LE CONSEIL COMMUNAL

vu

- le préavis no 11/86 relatif au nouveau règlement communal sur les inhumations, les incinérations et le cimetière et au nouveau tarif du service des inhumations et du cimetière

- lu - le rapport de la commission chargée
d'étudier cet objet,
- considérant que - celui-ci a été régulièrement porté à
l'ordre du jour,

DECIDE

- 1/ - le préavis municipal No 11/86 est
accepté,
- 2/ - le nouveau règlement communal sur les
inhumations, les incinérations et le
cimetière, ainsi que le nouveau tarif du
service des inhumations et du cimetière
tels que présentés par la Municipalité
sont acceptés.
- 3/ - de transmettre le dossier au Conseil
d'Etat pour ratification.

Ainsi délibéré en séance de Municipalité du 11 août 1986, pour être
soumis au Conseil communal de Prangins.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

le syndic
M. Jaccard



le secrétaire
A. Badel

Annexes : nouveau règlement communal sur les inhumations, les incinérations
et le cimetière,
nouveau tarif du service des inhumations et du cimetière,
règlement et tarif actuellement en vigueur.

COMMUNE DE PRANGINS

R E G L E M E N T

sur les inhumations, les incinérations et le cimetière

T A R I F

du service des inhumations et du cimetière

Règlement

sur les inhumations, les incinérations et le cimetière

En application des articles 21 et suivants de l'arrêté cantonal du 16 juillet 1975 sur les inhumations, les incinérations et les interventions médicales pratiquées sur les cadavres (AINH) et des articles 103 à 112 du règlement de police de la Commune de Prangins, le Conseil communal arrête :

1.- DISPOSITIONS GENERALES

- 1.1 La Municipalité nomme le préposé aux inhumations, le maître des cérémonies funèbres.
- 1.2. Le préposé aux inhumations et la police sont chargés de faire respecter le présent règlement; leurs décisions peuvent, dans un délai de dix jours, faire l'objet d'un recours écrit à la Municipalité.
- 1.3. La ou les entreprises de pompes funèbres mandatées par la Commune (art. 55 AINH) assument le convoi funèbre du domicile mortuaire ou du lieu de la cérémonie funèbre, pour autant qu'elle ait lieu dans la commune, au cimetière.

2.- CONVOIS FUNEBRES

- 2.1. Les convois funèbres sont assurés par la ou les entreprises mandatées par la commune, au moyen d'un corbillard automobile avec suite automobile. Le corbillard comporte une place réservée pour le maître des cérémonies. Une ou des voitures supplémentaires (chars à fleurs) peuvent être commandées à l'entreprise par la famille et à ses frais.
- 2.2. L'itinéraire du convoi funèbre est fixé par le préposé. La police assure le service d'ordre nécessaire.

3.- CEREMONIES FUNEBRES

- 3.1. Sur le territoire de la Commune de Prangins, les cérémonies funèbres ont lieu du lundi au vendredi, le dimanche et les jours fériés étant exclus. Elles pourront avoir lieu exceptionnellement le samedi matin, si le vendredi précédent ou le lundi suivant sont des jours fériés.
- 3.2. Le préposé aux inhumations ou la police veille à ce que les cérémonies funèbres se déroulent avec ordre et décence et à ce qu'elles puissent avoir lieu en toute liberté, pour autant qu'elles soient compatibles avec l'ordre public!

3.3. L'honneur se rend dans l'Eglise, ou à l'endroit fixé par le préposé aux inhumations ou la police, aux heures indiquées par les responsables sus-nommés.

3.4. Aucune manifestation (discours, chants, etc.) ne peut avoir lieu durant la cérémonie funèbre, sans le consentement de la famille du défunt et la personne qui préside l'office religieux.

4.- INHUMATIONS - INCINERATIONS

4.1. Pour toute personne décédée sur le territoire communal, ou si le corps d'une personne qui y est domiciliée a été ramené dans la commune, la Municipalité assure les prestations minimums suivantes :

- le convoi funèbre (art. 21 AINH) du domicile mortuaire ou du lieu de la cérémonie funèbre, pour autant qu'elle ait lieu dans la commune, au cimetière;
- la fourniture d'une tombe à la ligne;
- la creuse et le comblement de la fosse;
- la fourniture et la pose d'un piquet de tombe (art. 43 AINH).

4.2. La commune prend à sa charge tout ce qui est nécessaire à un ensevelissement décent lorsque le défunt est dans l'indigence ou lorsqu'il n'a laissé en Suisse ou à l'étranger, ni parents, ni connaissances qui se chargent des formalités et des frais consécutifs au décès.

4.3. La commune assure également l'inhumation de toute personne, même décédée et domiciliée hors de son territoire, au bénéfice d'une concession de tombe au cimetière de Prangins.

4.4. La Municipalité peut, sur demande et moyennant paiement d'une taxe, accorder une autorisation d'inhumation d'un corps d'une personne décédée et domiciliée hors du territoire de la commune, pour autant qu'elle y ait été domiciliée au moins 10 ans, ou qu'elle soit originaire de Prangins.

4.5. Pour toute personne décédée sur le territoire de la commune de Prangins et inhumée ou incinérée dans une autre commune, le préposé aux inhumations s'assure que toutes les prescriptions légales ont été observées et délivre la permission communale prévue à l'art. 22 AINH. Il exige la production du certificat de décès délivré par l'officier d'état civil.

5.- CIMETIERE : DISPOSITIONS GENERALES

5.1. Le cimetière est placé sous la sauvegarde et la protection des citoyens. L'ordre, la décence et la tranquillité doivent constamment y régner.

5.2. Tout acte de nature à troubler la paix des lieux ou à porter atteinte à la dignité du cimetière est interdit. Il est notamment défendu de cueillir des fleurs et d'abîmer les pelouses et les plantations. Tous les déchets et débris doivent être déposés aux emplacements désignés à cet effet. Les enfants non accompagnés de personnes capables de les diriger ne sont pas admis dans l'enceinte du cimetière. Il est interdit d'introduire des animaux dans le cimetière.

5.3. Le cimetière est ouvert au public tous les jours.

5.4. L'eau est à la disposition du public du 15 mars au 15 novembre. Des arrosoirs sont à la disposition du public et doivent être remis en place après usage.

6.- AMENAGEMENT DES TOMBES

- 6.1. Les enterrements dans les sections réservées aux tombes dites "à la ligne" se font suivant les plans des secteurs respectifs, les lignes sont régulières et ininterrompues. La réservation de places ne peut être faite que dans les sections destinées aux concessions.
- 6.2. Conformément au plan établi et approuvé par l'autorité cantonale, le cimetière est divisé en différentes sections, à savoir :
- a) tombes normales "à la ligne" pour adultes et pour enfants, durée 30 ans, non renouvelables.
 - b) concessions, durée 30 ans, renouvelables, à l'échéance seulement et pour une durée d'une fois 30 ans uniquement.
 - c) tombes cinéraires à la ligne, durée 30 ans, non renouvelables.
 - d) concessions cinéraires au columbarium uniquement, durée 30 ans, renouvelables à l'échéance seulement et pour une durée d'une fois 30 ans uniquement.
- 6.3. La profondeur des fosses est d'au moins 1,20 m pour les tombes de corps et de 0,50 m pour les tombes cinéraires.

7.- MONUMENTS

- 7.1. La pose d'un monument ne peut intervenir qu'à partir du 13ème mois suivant l'inhumation. La date en est annoncée à la Municipalité au moins deux semaines à l'avance.
- 7.2. La pose d'une traverse en béton sous les monuments et entourages est exigée à chaque extrémité. Sa longueur sera au minimum de 120 cm et 240 cm selon les cas.
- 7.3. Les bordures en bois ou élevées au moyen d'ardoises sont interdites.
- 7.4. Les personnes ou entreprises chargées de la pose de monuments sont responsables des dégâts qui pourraient être causés aux tombes voisines et au domaine du cimetière.
- 7.5. La commune n'assume aucune responsabilité pour le dommage causé par les éléments naturels ou des actes de vandalisme aux tombes et à leurs aménagements.
- 7.6. Pour le bon ordre des lieux et pour des raisons d'esthétique générale, les monuments, pour les tombes énoncées dans l'article suivant, doivent s'inscrire dans un gabarit dont les dimensions maximales sont les suivantes :

	Adultes	Enfants et tombes cinéraires	Conc.simple	Conc.double
Hauteur :	110 cm	80 cm	110 cm	110 cm
Longueur :	55 cm	50 cm	75 cm	150 cm
Epaisseur :	libre	libre	libre	libre

7.7. Dimensions des entourages :

- a) tombes normales à la ligne
 - adultes : 180 cm x 75 cm
 - enfants : 130 cm x 60 cm
- b) tombes cinéraires : 90 cm x 60 cm
- c) tombes cinéraires en columbarium, selon les cases existantes
- d) concessions de corps (inhumations) :
 - simples 180 cm x 100 cm
 - doubles 180 cm x 200 cm

L'intervalle entre les lignes est de 70 cm servant de sentier.
L'intervalle entre les tombes est de 50 cm.

8.- PLANTATIONS ET ENTRETIEN

- 8.1. Les tombes qui, 18 mois après l'inhumation, ne sont pas aménagées et entretenues, seront recouvertes de gazon ou de gravier.
- 8.2. Toute tombe qui n'est plus entretenue pendant une année et qui n'est pas remise en état sur demande de la Municipalité, sera recouverte, conformément à l'art. 8.1.
- 8.3. Lorsqu'un monument, entourage ou un ornement de tombe n'est plus en bon état, les intéressés sont invités à le réparer dans un délai de deux mois, passé ce délai, l'objet défectueux sera enlevé.
- 8.4. Il est interdit de planter sur les tombes des arbres de haute futaie ou toute autre plante qui pourrait empiéter sur les autres tombes.
- 8.5. Pour le dépôt des fleurs coupées, seuls les vases de tombes sont autorisés.

9.- CONCESSIONS

- 9.1. Tout octroi de concession fait l'objet d'une convention écrite passée entre la Municipalité et le futur défunt ou sa famille.
- 9.2. La convention ne prend effet qu'après paiement des taxes y afférentes; la Municipalité se réserve le droit de refuser l'octroi de concessions pour cause de manque de place ou pour toute autre raison d'intérêt public.
- 9.3. Les concessions ne peuvent être utilisées que pour les personnes pour lesquelles elles ont été accordées.
Il est toutefois admis d'inhumer dans une concession de corps une ou plusieurs urnes cinéraires contenant les cendres de personnes non mentionnées dans la décision d'octroi.

10.- DESFFECTATION

- 10.1. La désaffectation des tombes intervient en principe après un délai de repos de 30 ans à compter dès la date d'inhumation dans la dernière tombe du secteur à désaffecter. La Municipalité en informe le public conformément aux dispositions cantonales en la matière.

11.- EXHUMATION

- 11.1. Les cas d'exhumations sont traités conformément aux dispositions des articles 35 et 36 AINH.

12.- TAXES ET EMOLUMENTS

- 12.1. La Municipalité est compétente pour établir le tarif des taxes et émoluments perçus dans le cadre de l'application du présent règlement. Ledit tarif n'entre en vigueur qu'après son approbation par le Conseil d'Etat.

13.- DISPOSITIONS FINALES

- 13.1. Les monuments, dalles et entourages qui pourraient déroger au présent règlement mais qui ont été érigés avant son application, peuvent être maintenus. Toutefois, il ne pourra en aucun cas en être fait mention pour solliciter une nouvelle dérogation aux prescriptions ci-dessus.
- 13.2. Toute infraction aux dispositions du présent règlement et aux prescriptions édictées par la Municipalité est passible des sanctions prévues en matière de contraventions municipales, conformément à la loi du 17 novembre 1969 sur les sentences municipales.
- 13.3. Le présent règlement abroge toutes les dispositions antérieures édictées par la Municipalité. Il entre en vigueur dès son approbation par le Conseil d'Etat.
- 13.4. Pour les cas non traités dans le présent règlement, les dispositions de l'AINH sont applicables.

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 11 août 1986

TARIFS DU SERVICE DES INHUMATIONS ET DU CIMETIERE

Conformément à l'article 103 du règlement de police et 12.1 du règlement sur les inhumations et le cimetière, la Municipalité arrête les tarifs suivants :

CONVOIS FUNEBRES

- cimetière de Prangins, selon tarif du concessionnaire Fr. 125.-
- Permission communale d'inhumer ou d'incinérer, art. 22 de l'arrêté cantonal 10.-

INHUMATIONS DE CORPS

- personne décédée sur le territoire communal gratuit
- personne domiciliée à Prangins gratuit
- personne non domiciliée à Prangins, mais y ayant séjourné au moins dix ans, ou originaire de Prangins. Fr. 500.-

Selon les circonstances, cette finance peut être réduite à Fr. 200.- minimum (inhumation d'un enfant).

INHUMATIONS D'URNES CINERAIRES

- personne décédée sur le territoire communal gratuit
- personne domiciliée à Prangins gratuit

CONCESSIONS

- concession simple, durée 30 ans,
pour personne domiciliée à Prangins Fr. 1'500.-
pour personne non domiciliée à Prangins, mais y ayant séjourné au moins dix ans, ou originaire de Prangins Fr. 3'000.-
- concession double, durée 30 ans,
pour personne domiciliée à Prangins Fr. 3'000.-
pour personne non domiciliée à Prangins, mais y ayant séjourné au moins dix ans, ou originaire de Prangins Fr. 6'000.-
- concession cinéraire Fr. 500.-

EXHUMATIONS

- avant 30 ans de sépulture
travail du fossoyeur et présence du représentant de l'Autorité communale Fr. 350.-
prime spéciale versée directement au fossoyeur Fr. 150.-

Les droits de l'Etat et les honoraires du médecin délégué sont réservés.

- après 30 ans de sépulture
travail du fossoyeur Fr. 200.-

REINHUMATIONS

- avant 30 ans de sépulture
travail du fossoyeur Fr. 200.-
- après 30 ans de sépulture (ossements)
travail du fossoyeur Fr. 100.-

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 11 août 1986

CANTON DE VAUD

COMMUNE DE PRANGINS

REGLEMENT COMMUNAL POUR LE CIMETIERE

* *
**

REGLEMENT COMMUNAL DU CIMETIERE

But

Article premier.- Le présent règlement a pour but de déterminer les dispositions applicables aux matières suivantes:

- a) aménagement du cimetière
- b) police du cimetière
- c) concessions.

AMENAGEMENT DU CIMETIERE

Disposition des tombes

Art. 2.- Le cimetière comprend les emplacements réservés pour les tombes à la ligne, les tombes pour enfants, les tombes cinéraires et les concessions.

Ces emplacements sont déterminés par le plan annexé-qui fait partie intégrante du présent règlement.

POLICE DU CIMETIERE

Art. 3.- Le cimetière est ouvert toute l'année au public. Il est placé sous la sauvegarde de la population.

Interdictions

Art. 4.- Les enfants non accompagnés de personnes capables de les diriger ne sont pas admis dans l'enceinte du cimetière.

Art. 5.- Il est interdit d'introduire des chiens ou tout autre animal dans le cimetière.

Art. 6.- Il est interdit de planter sur les tombes des arbres de haute futaie ou toute autre plante qui pourrait empiéter sur les tombes voisines.

Art. 7.- Nul ne peut cueillir des fleurs, enlever des plantes, ni couper de l'herbe ou emporter un objet quelconque. L'entretien des tombes étant bien entendu réservé.

Art. 8.- Tous les papiers et débris doivent être déposés à l'endroit prévu à cet effet. Il en est de même des débris provenant des tombes.

Arrosage

Art. 9.- L'eau est à la disposition du public du 1er avril au 1er novembre.

Art. 10.- Des arrosoirs sont à la disposition du public et doivent être remis en place après usage.

Tombes abandonnées Art.11.- Les tombes qui, 18 mois après l'inhumation, ne sont pas aménagées et entretenues, seront recouvertes de gazon ou de gravier.

Art.12.- Toute tombe abandonnée pendant une année et qui n'est pas remise en état sur demande de la Municipalité, sera recouverte, conformément à l'art. 11.

Monuments

Art.13.- L'aménagement définitif des tombes et la pose de monuments ne peut avoir lieu que 12 mois après l'inhumation, selon les instructions de l'agent communal.

Art.14.- Aucun monument, aucune bordure et décoration définitive ne peut être placé sur une tombe sans autorisation préalable de la Municipalité.

Urnes funéraires

Art.15.- Une urne funéraire peut être déposée sur une tombe à la ligne existante. L'échéance de la concession (30 ans) sera comptée dès la première inhumation.

Dommmages

Art.16.- Lorsque la pose d'un monument ou d'un entourage cause des dommages à une tombe voisine, que l'alignement et le niveau ne correspondent pas aux prescriptions, l'entrepreneur responsable est tenu de réparer les dégats causés sans délai, à défaut les travaux seront entrepris d'office par la commune aux frais de l'entrepreneur.

Esthétique

Art.17.- La hauteur des croix est limitée à 1,20 m. dès le niveau du sol.

Art.18.- Les bordures en bois ou élevées au moyen d'ardoises ou de rocailles sont interdites.

Mesures

Art.19.- Les dimensions des entourages sont uniformément de :

- a) tombe d'enfant . : 130 x 60 cm.
- b) tombe d'adulte : 180 x 75 cm.
- c) concession 1 place : 220 x 100 cm.
- d) concession 2 places : 220 x 200 cm.

La Municipalité est compétente pour imposer des dimensions spéciales lors de l'installation de concessions de 3 places et plus ou l'aménagement d'un caveau de famille. Sont réservées, en outre, les exigences du Département de l'Intérieur en ce qui concerne les caveaux de famille.

Art.20.- La pose d'une traverse en béton sous les monuments et entourages est exigée à chaque extrémité. Sa longueur sera au minimum de 120 cm. et 240 cm. selon les cas.

CONCESSIONS

Genre et bénéficiaires

Art.21.- Des concessions sont accordées pour des tombes, des urnes funéraires ou des caveaux de famille. Elles sont mises à disposition, moyennant finance, aux personnes qui en manifestent le désir de leur vivant ou aux familles, après un décès. Des concessions peuvent également être accordées à des communautés religieuses.

Les concessions font l'objet de conventions entre les concessionnaires et la Municipalité.

Durée

Art.22.- En règle générale, les concessions sont accordées pour une durée de 60 ans. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un caveau de famille, la concession peut être accordée pour une durée maximum de 99 ans.

Les concessions sont renouvelables à moins que des motifs d'ordre public ne s'y opposent.

Désaffectation

Art.23.- En cas de désaffectation complète et définitive du cimetière, le droit concédé sur l'ancien terrain disparaît et se trouve remplacé par un droit identique sur le nouveau terrain.

Pendant la durée de la concession, le transfert de la sépulture, monument compris, est à la charge de la commune.

DISPOSITIONS FINALES

Finances

Art.24.- Des taxes sont perçues pour :

- a) les inhumations à la ligne et les exhumations
- b) les concessions
- c) les urnes funéraires
- d) les pierres tombales et plaques-souvenirs

Inhumations à la ligne et exhumations.

- 1/ personne non domiciliée à Prangins et décédée hors du territoire communal.....100.--
- 1a/ personne non domiciliée à Prangins et décédée hors du territoire communal, mais qui a cependant habité la commune pendant une année au moins 50.--
- 2/ exhumation avant échéance (30 ans) d'ossements de personnes inhumées à la ligne et destinés à être transférés hors de Prangins 50.-- plus taxe cantonale de frs. 50.--

- 3/ Idem ci-dessus, mais aux fins
d'incinération 50.--
plus taxe cantonale de frs. 50.--
- 4/ idem ci-dessus, mais avec inhumation
dans une tombe située dans le carré des con-
cessions 200.--
plus taxe cantonale de frs. 50.--

Les travaux et les transports sont à la charge des
requérants.

Concessions.

- a) Concession 1 place, 220 x 100 cm. 1'000.--
b) Concession 2 place, 220 x 200 cm. 2'000.--
c) Concessions multiples, la place 1'000.--

Lors des renouvellements des concessions, les tarifs
ci-dessus sont applicables à 50%.

Urnes funéraires

Concession d'urne dans le mur cinéraire
durée 30 ans :

- a) personne domiciliée à Prangins 50.--
b) personne non domiciliée à Prangins 150.--
c) personne non domiciliée à Prangins, mais ayant
habité la commune une année au moins 80.--

Encastrement de pierres tombales (sans ossements)
au pied du mur d'enceinte du cimetière durée
30 ans 50.--

Apposition d'une plaque-souvenir dans le mur d'en-
ceinte du cimetière, durée 30 ans 50.--

Les travaux sont à la charge du requérant.

Contravention

Art. 25.- Toute contravention au présent règlement
sera punie dans les limites de la compétence munici-
pale à moins que, en vertu d'une disposition cantonale,
la poursuite appartienne à une autre autorité.

Art. 26.- Pour tout ce qui n'est pas prévu dans le
présent règlement, les dispositions de l'Arrêté can-
tonal sur les inhumations et les incinérations sont
applicables.

Art. 27.- Le présent règlement entrera en vigueur dès
son adoption par le Conseil Communal et le Conseil
d'Etat.

Art. 28.- Seront, dès lors, abrogées toutes les dispo-
sitions antérieures régissant la matière du présent
règlement.

Adopté par la Municipalité dans ses séances
des ..10. mai.. et ..18. octobre 1971...

Le Syndic:
[Signature]



la Secrétaire:
[Signature]

Approuvé par le Conseil Communal dans ses séances
des...2. juillet... et 26 octobre 1971...

Le Président:

[Signature]



le Secrétaire:

[Signature]

7

~~Approuvé par le Conseil d'Etat du Canton de Vaud
Lausanne, le~~

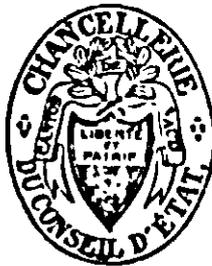
~~Le Président:~~

APPROUVÉ PAR LE CONSEIL D'ÉTAT
dans sa séance du - 3 DEC. 1971.

~~le Chancelier:~~

l'atteste,

LE CHANCELIER:



[Signature]